

Les leaders innus dissidents estiment que Québec et Ottawa ne respectent toujours pas intégralement leurs droits ancestraux, leurs titres aborigènes, leurs traités historiques et modernes et leur droit à l'autonomie gouvernementale. Pour eux, la séance de travail était plutôt une opération de relations publiques.

L'un d'entre eux, le chef du Conseil des Innus de Pessamit, Raphaël Picard, a expliqué sur les ondes de RDI que les municipalités présentes à la séance de travail étaient pour lui des « créatures du gouvernement », et que les discussions entre Innus et gouvernement devraient plutôt se dérouler d'égal à égal. Il a ajouté que le développement du Nord n'était pas une chose nouvelle, mais une réalité à laquelle les communautés des Premières Nations sont confrontées depuis 50 ans.

Il a indiqué que des mesures plus draconiennes pourraient être prises pour mettre fin à « l'approche de sourd » du gouvernement. « Dorénavant, il va falloir marcher sur les corps de nos ancêtres, de nos grands-pères, de nos pères, sur nos corps à nous, sur celui de nos enfants et sur celui de nos arrière-petits-enfants pour qu'il y ait de nouveaux développements sans qu'on n'y ait participé pleinement », a déclaré Raphaël Picard.

La ministre Normandeau minimise l'opposition



Les ministres Nathalie Normandeau et Pierre Corbeil

Au sortir de la séance, la ministre Normandeau a minimisé l'opposition des autochtones au projet de son gouvernement, disant qu'elle venait de « 5 chefs sur 33 communautés autochtones ».

« Tout au long du processus, on va réitérer notre appel auprès de ces chefs qui ont manifesté des réserves à venir travailler avec nous, c'est fondamental. Mais en même temps, a-t-elle continué, il n'est pas question de saper une démarche, qui aujourd'hui, dans le fond, fait l'unanimité auprès des 215 participants qui ont pris part à cette première rencontre des partenaires ».

La ministre Normandeau et son collègue responsable des Affaires autochtones, Pierre Corbeil, ont par ailleurs profité de l'occasion pour annoncer la création de deux tables de concertation sur le projet. La première sera composée de représentants du milieu municipal, des communautés autochtones, des milieux économique, environnemental et scolaire ainsi que des ministères et organismes concernés. La deuxième se consacrera spécifiquement aux enjeux touchant les Autochtones et se déclinera en quatre tables distinctes, soit une par nation crie, innue, inuite et naskapie.

Oui, mais avec des réserves

Les chefs présents n'ont pas donné de chèque en blanc au gouvernement Charest. Dans un communiqué publié avant la rencontre, le chef de l'Assemblée des Premières Nations au Québec et au Labrador, Ghislain Picard, a déclaré que les relations avec Québec et Ottawa devraient être « de nation à nation, de gouvernement à gouvernement ». M. Picard croit qu'Ottawa a un rôle de fiduciaire des droits constitutionnels des Autochtones, et qu'il doit les protéger d'éventuelles violations et rétablir une relation de confiance.

Sans nous, le Plan Nord est un plan mort.

— Ghislain Picard

« Monsieur Charest vend le Québec ailleurs qu'au Québec. On connaît la grande richesse et ça, on l'étale régulièrement sur le marché. Au niveau du Québec, c'est des richesses naturelles. On entend à gauche et à droite sur la valeur électrique du gouvernement du Québec. Donc tout ça, faut que ça se vende quelque part, a ajouté Ghislain Picard, en entrevue à Radio-Canada. Et ça, c'est des richesses naturelles qui sont sur un territoire, qui sont encore empreintes d'un titre autochtone et des droits qui y sont associés. »

Pour le grand chef du Grand Conseil des Cris, Matthew Coon Come, le Plan Nord existe depuis 1975 et s'appelle la Convention de la Baie-James, accord signé à l'époque avec les Cris et les Inuits, puis amélioré en 2002 par la paix des braves. Selon M. Coon Come, ces ententes ont établi les règles et les normes du

développement du Nord, mais trop souvent, les gouvernements ne les ont pas respectées.

Certains Cris disent toutefois que la présence du grand chef Coon Come à la rencontre gouvernementale diminue son pouvoir de négociation. Rappelons que Matthew Coon Come avait mené et gagné la bataille contre le projet hydroélectrique de Grande-Baleine, abandonné en 1994.

Les villes contentes, l'opposition sceptique

Les villes démontrent de leur côté davantage d'enthousiasme. La Fédération québécoise des municipalités (FQM) dit nourrir de « grands espoirs » face à ce plan, qu'elle attend avec « impatience ». Son président, Bernard Généreux, a déclaré que le développement du nord du territoire québécois constituait « une occasion unique de faire table rase des vieux modèles de développement basés sur la simple extraction des ressources qui sont ensuite transformées à l'extérieur avec pour conséquence un minimum de retombées sur le plan local. Ces modèles, par exemple dans les secteurs des mines et de la forêt, « ont conduit à un cul-de-sac », estime-t-il. Il réclame même que le gouvernement « [fasse] au sud ce qu'il propose pour le Nord ».

Le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Robert Coulombe, également maire de Maniwaki, a de son côté souligné « le poids économique du Nord ainsi que l'interdépendance desterritoires ».

Pour sa part, la chef du Parti québécois, Pauline Marois, dit n'accorder aucune crédibilité au Plan Nord du gouvernement Charest.

Je crois que ça a été vraiment de la poudre aux yeux lancée par M. Charest pour épater la galerie. [...] Je crois qu'il est inadmissible qu'un premier ministre leurre comme ça une population.

— Pauline Marois

Les commentaires (106) Commentez

Trier

X

Signalez un abus

Signalez dans un commentaire : (Requis)

Commentaire : (Facultatif)

Envoyé par Yvon Lavallée

12 novembre 2009 à 02 h 03 HNE

@Miss Piggy

J'ai été surpris de vous lire, il ne va pas sans dire que vous connaissez les lettres.

Étant donné ce fait, je vous invite à relire en toute sincérité envers vous-même le commentaire que je vous ai écrit, ce commentaire pour lequel vous m'avez répondu que vous n'avez pas compris...